



**GAUCHE SOCIALISTE**

**CONFÉRENCE  
NATIONALE**

**26 MAI 2007  
MONTREAL**

**La Gauche**  
Journal pour le Mémorisme, le socialisme et l'indépendance

[www.lagauche.com](http://www.lagauche.com)

Venez nous rendre visite !



## **ORDRE DU JOUR :**

*Cet ordre du jour est divisé en deux parties.*

*La matinée traite des questions de conjoncture internationale et nationale. Cette partie du CN est ouverte aux sympathisantEs ainsi qu'à des collectifs de QS avec lesquels nous avons déjà eu des actions communes de formation ainsi que divers débats ( Socialisme International et Masse Critique)*

*L'après-midi est consacré à la définition de notre stratégie de construction, des relations entre QS et GS et de divers éléments organisationnels.*

## **CONTRIBUTIONS PUBLIÉES :**

**La situation politique postélectorale.**

**Bernard**

**Le fiasco impérial !**

**Résolution adoptée par le Comité International de la Quatrième Internationale le 28 février 2007**

**L'orientation stratégique  
du courant socialiste (révolutionnaire) dans QS**

**David**

# La situation politique postélectorale.

1. On assiste au Québec comme ailleurs à une montée des partis politiques de droite. Les partis les plus ouvertement néolibéraux occupent une place de plus en plus importante sur la scène politique. L'ADQ est maintenant l'opposition officielle au Québec. Le PQ a adopté où s'apprête à adopter des positions qui vont le situer clairement dans le cadre néolibéral y compris comme parti d'opposition et non plus seulement comme parti de gouvernement. Le PLQ réussit à arracher un deuxième mandat malgré des attaques importantes portées contre les droits syndicaux, une politique de privatisation du secteur de la santé et la volonté de développer des filières énergétiques polluantes...

2. L'ADQ a surfé sur la faible légitimité des institutions politiques pour construire sur un mode démagogique et populiste une base dans la population. Ce parti n'a pas hésité à utiliser le discrédit du personnel politique dans ce même but. L'ADQ a également joué la carte de l'insécurité identitaire qui repose tant sur les défaites du mouvement souverainiste des dernières décennies que sur la diversification culturelle fruit de la mondialisation dans un contexte où les possibilités d'intégration économique et sociale sont mis à mal par le néolibéralisme. L'impact de ces discours individualistes et néolibéraux contre l'État social et la solidarité collective reflète le mépris d'une action collective qui fait moins ses preuves de son efficacité. Dans un contexte où le mouvement syndical est en partie discrédité par son impuissance, l'apologie des solutions individualistes et sécuritaires trouvent un écho y compris dans les couches les plus précarisées de la population. C'est ainsi que s'est formé un bloc de tous ceux et celles qui n'ont que la réussite individuelle comme seule perspective même quand celle-ci se limite aux manœuvres les plus désespérées pour la survie.

3. Le Parti libéral du Québec a connu des scissions successives de ses ailes nationalistes québécoises (PQ, ADQ). Cette histoire a construit le PLQ comme un parti de la droite fédéraliste inconditionnelle. Le spectre politique nationaliste qui s'étend du souverainisme à l'autonomisme est majoritaire au Québec. Cela s'est encore une fois confirmé dans les dernières élections. Dans nombre de comtés le PLQ est arrivé en troisième position dans les comtés francophones. Le PLQ a été largement cantonné dans ses bastions dans la communauté anglophone et dans les régions qui comptent une certaine base anglophone (Montréal ouest, Cantons de l'Est, Outaouais). Mais ces comtés ont été de ceux qui ont connu le plus fort taux d'abstention montrant que ces populations comprennent bien leur rôle de clientèle captive. Ce qui n'est pas sans soulever des frustrations réelles. Non seulement le PLQ n'a rien à proposer pour se refaire une base majoritaire dans la population francophone du Québec, mais sa base actuelle fera pression pour lui interdire de faire quelques pas significatifs que ce soit dans cette direction. Le PLQ est donc un parti menacé. Le jeu politique au Québec devient de plus en plus instable et volatile. Il n'est pas inconcevable, comme l'a révélé un récent sondage que le PLQ se retrouve dans le rôle de la deuxième opposition à la prochaine élection.

4. Le recul du PQ tant en termes de voix qu'au niveau de sa députation est révélateur d'une crise historique profonde. Le PQ s'est construit comme un bloc social qui regroupait des secteurs organisés des masses populaires jusqu'aux classes tenant de l'appareil d'État, les dites couches technocratiques. Cette coalition s'est mise en place à la fin de l'onde longue expansive du capitalisme 45-75 (les trente glorieuses) où le modèle d'accumulation fordiste était marqué par un

élargissement du pouvoir de consommation des masses et la mise en place d'un État providence géré selon les théories keynésiennes. Au Québec, ce modèle de concertation social trouvait son aboutissement utopique dans la souveraineté-association dont l'objectif condensait tant l'espérance de la consolidation de cet État providence que celui de l'émancipation nationale. Le retournement de cette onde longue expansive à la faveur de la première récession généralisée à l'échelle internationale en 74-75 devait nous faire entrer pour toute une période dans une phase économique marquée par la stagnation, des reprises plus courtes et plus faibles et le développement du chômage de masse. Les stratégies de la bourgeoisie pour faire face à cette situation ont été modifiées radicalement. L'objectif du plein emploi a été rejeté. On a commencé à s'attaquer à l'État providence et à favoriser la privatisation des services. Ce changement structurel profond marqué par une offensive systématique contre les acquis des classes populaires a commencé à mettre à mal la coalition péquiste. Déjà en 1982, le gouvernement péquiste, adoptant la nouvelle idéologie reflétant les nouveaux impératifs de la bourgeoisie, s'attaquait à ses alliés syndicaux rompant une vieille alliance ce qui devait conduire à la défaite de 1985. En même temps, la faillite de la stratégie référendaire qui tentait de découpler les perspectives nationales des perspectives sociales et qui cherchait à gagner la majorité par un marketing politique, devait amener la direction péquiste à renouer avec la volonté de réforme du fédéralisme et le beau risque. Ce beau risque devait conduire à l'affirmationnisme de Pierre-Marc Johnson qui voulait harmoniser le programme du Parti québécois avec les aspirations des secteurs nationalistes de la bourgeoisie québécoise. Cette politique a miné les bases du Parti québécois qui se vidait littéralement de ces membres et qui a alors connu une série de scissions nationalistes qui a même touché le conseil des ministres lui-même. C'est pour sauver un parti en perdition que le clan Parizeau a organisé un putsch contre la direction Johnson et promis la tenue de nouveau référendum comme axe essentiel de la stratégie péquiste. Mais la stratégie référendaire de 1995 était basée sur la stratégie étroitement nationaliste. Le programme du Parti Québécois faisait nombre de compromis avec le néolibéralisme ambiant, ce qui s'exprimait par le fait que des leaders souverainistes se faisaient les principaux chantres du libre-échange et les meilleurs alliés du gouvernement Mulroney. Le référendum de 95, eut beau brandir le projet péquiste comme un projet de résistance au vent de droite qui balayait l'Amérique du nord, ce discours avait une crédibilité somme toute limitée à la lumière des politiques concrètes menées par ce parti au gouvernement et la politique d'Alliance avec l'ADQ de Mario Dumont.

5. Avec la défaite, de 1995, le PQ montra clairement son ralliement au néolibéralisme et toute la politique des Bouchard et Landry continua de miner la base électorale et sociale du Parti, qui sauva de peu la mise en 1998 pour se faire battre bel bien en 2003. La coalition péquiste qui s'est survécu, au-delà de l'épuisement de forces propulsives qui l'avaient mis en place apparaît de plus en plus comme un rassemblement hétéroclite de courants qui ont peu en partage et l'effondrement de la légitimité de la stratégie référendaire qui liait encore les différents courants va permettre que la crise du PQ prenne dans les prochains mois un caractère de plus en plus explosif. La faillite de la stratégie référendaire c'est d'une part la faillite d'une stratégie qui espère en la possibilité d'une rupture à froid avec l'État fédéral. C'est d'autre part, la faillite d'une stratégie qui se limite à un marketing politique qui donne peu ou pas de place à la souveraineté populaire. C'est enfin la faillite de la croyance que la volonté d'un changement de pays peut se faire en rupture avec la lutte pour un projet de société plus démocratique et plus égalitaire. La saison des idées n'a été qu'une tentative pathétique pour masquer les contradictions qui se développaient dans le Parti québécois. L'aile technocratique voulait en finir avec toute obligation d'initiative concrète concernant un éventuel référendum. Le courant social-démocrate essayait de défendre les traditions réformistes

du Parti en cherchant à masquer le caractère néolibéral des politiques du PQ au pouvoir. Les indépendantistes au sein du PQ commençaient à percevoir clairement qu'ils étaient instrumentalisés par les couches technocratiques comme une force d'appoint pour accéder au pouvoir. La crise de leadership à répétition (Bouchard, Landry, Boisclair...) n'est que l'illustration des tensions inhérentes à une coalition de plus en plus instable. La défaite subie par le PQ aux dernières élections, va précipiter et aggraver la crise qui se mine ce parti. Les équilibres d'antan, sont définitivement rompus. Cette crise va d'abord être précipitée par l'offensive de la couche technocratique et clairement néolibérale du Parti. Il s'agit pour cette couche de redéfinir le PQ plus à droite, de reprendre à son compte tout une série de propositions du manifeste du Québec lucide dont elle avait d'ailleurs été à l'initiative (augmentation des frais de l'hydro-électricité, augmentation des frais de scolarité, introduction de tarifs modérateurs dans la santé, ouverture à la privatisation de secteurs entiers de l'appareil d'État, retour vers un confédératisme pour s'adapter aux pressions à l'autonomisme, refus d'élargir le pouvoir et les droits des organisations syndicales, défense de plus en plus ouverte d'une fiscalité favorisant les entreprises, disparition de toute échéance précise pour la tenue d'un éventuel référendum... C'est là le programme avec lequel Pauline Marois revient à la direction péquiste. Elle va chercher à convaincre les secteurs indépendantistes qu'il faut en passer par là pour reprendre le pouvoir, si nous voulons marcher réellement vers la souveraineté. On peut prévoir des écarts de plus en plus manifestes entre une démagogie progressiste et les propositions concrètes qui seront adoptées. Les sociaux-démocrates et les indépendantistes au sein du PQ seront les grands perdants de ce réalignment. Nous pouvons nous attendre à certaines ruptures au sein du PQ mais si on se fit à la prise de position du SPQ-Libre exprimé dans le texte « Pour la relance du Parti québécois », des indépendantistes croient encore capable de mettre à mal les projets des couches technocratiques. Les marchands d'illusions ont encore des marges de manœuvre au sein de ce Parti québécois. Mais des ruptures sont possibles. Elles ne signifieront pas nécessairement une évolution sur la gauche. La gauche se construit jamais sur le terrain des défaites. Nombre de péquistes vont retrouver la quiétude de la vie privée. Des indépendantistes risquent d'essayer la voie sans issue de la création de nouveaux partis indépendantistes comme cela c'était déjà fait en 1985-86 avec la création du Parti indépendantiste ou du Rassemblement démocratique pour l'indépendance qui ont agi entre 86 et 90. Dans ce cadre, des ralliements de certains groupes à Québec solidaire n'est pas à exclure même s'il faut comprendre qu'avec l'importance de sa députation et des privilèges qui lui est lié le PQ peut se survivre encore des années et continuer d'être un obstacle à la construction d'une alternative indépendantiste et de gauche.

6. Durant les dernières élections provinciales, Québec solidaire, a su opposer un discours de gauche au néolibéralisme en mettant de l'avant l'égalité, le partage des richesses, la solidarité et la révision du monde de scrutin. Québec solidaire a réussi à s'adresser à des centaines de milliers de personnes en présentant des candidat-e-s dans la quasi-totalité des comtés (et en respectant la parité hommes/femmes) et en parvenant à avoir accès aux mass medias. Québec solidaire a su rallier des milliers de militantes et de militants dans ces différents comtés, militant-e-s pour la plus part enraciné dans différents mouvements sociaux. Ce travail conséquent lui a permis de rassembler près de 4% du vote populaire. Des scores dépassent les 1000 votes ont pu être enregistrés dans différentes régions du Québec démontrant le début d'une implantation réellement nationale de Québec solidaire. Durant cette campagne, Québec solidaire a connu plus de 1 200 nouvelles adhésions.

7. On ne peut expliquer le niveau de votes atteint que par la jeunesse du parti et par son inexpérience. Il faut replacer cette avancée et ses limites dans le cadre du rapport de force entre la gauche et la droite dans la société québécoise. La gauche sociale qui a soutenu Québec solidaire était le produit des mobilisations syndicales, féministes, étudiantes, écologistes, pacifistes et altermondialistes des dernières années. Ces dernières n'ont en rien été négligeables, mais, le plus souvent, elles n'ont pas débouché sur des victoires et c'est très rarement qu'elles ont pu faire reculer les offensives gouvernementales. Il faut reconnaître que le rapport de force s'est détérioré en faveur du patronat et des gouvernements néolibéraux tant au fédéral qu'au provincial. Sur le terrain de la lutte nationale, il en a été de même et malgré les mobilisations importantes des années 90, ces dernières n'ont pas abouti et ont laissé au fédéral maître du terrain. L'avancée de Québec solidaire reflète d'une part cette résistance minoritaire réelle et le dépassement du sectarisme dont a fait preuve la gauche politique d'une part, mais également la situation difficile dans laquelle se retrouvent le mouvement syndical et l'ensemble des mouvements sociaux devant l'offensive ininterrompue du patronat et des gouvernements à leur service d'autre part.

8. Québec solidaire a du élaborer rapidement sa plate-forme. Sur toute une série de questions, nous n'avions pu préciser nos positions. La lacune majeure qui nous apparaît après le fait est sans contredit une politique claire de développement économique et de développement des régions. Que ce soit sur les questions minières, forestières, sur la situation du secteur manufacturier, sur les perspectives de développement du Québec, les engagements restaient très squelettiques et n'ont pas permis de présenter des solutions alternatives crédibles. Le fait que l'on propose nationalisation de l'éolien nous a mis dans une position de force, bien que cette proposition ait connu des interprétations différenciées qui restent à discuter. Mais sur le désastre qui a frappé les personnes vivant de la forêt nos propositions n'étaient pas à hauteur des drames vécus par ses populations et il faudra s'attaquer à préciser nos propositions à ce niveau...

9. Le fait que le Parti Vert ait pu dépasser Québec solidaire dans une majorité des comtés démontre la grande sensibilité face aux questions environnementales dans la population du Québec d'une part, mais également l'incapacité de Québec solidaire de démontrer l'inanité des solutions avancées par le Parti Vert et son refus d'attaquer les effets négatifs de la logique capitaliste sur l'environnement. Cette incapacité, dans ce domaine, comme dans toute une série de domaine repose la nécessité pour se démarquer de démontrer qu'il n'y aura pas de solution écologiste efficace sans remettre en question la logique capitaliste. Soit, il est vrai que les riches détruisent la planète, soit que c'est une pure démagogie. Il faut prendre clairement position à ce niveau... Il faut prendre et comprendre pourquoi le parti rejette toute alliance avec Québec solidaire, comme toute reconnaissance que la question écologiste recoupe la polarisation gauche/droite... C'est pourquoi, c'est moins l'alliance avec le Parti vert qu'il faut rechercher mais bien la démonstration que son discours ne tient pas la route face à l'urgence environnementale et au caractère dramatique de la situation de la planète et la nécessité de créer des liens étroits avec le mouvement écologiste et environnementaliste et de démontrer notre orientation au quotidien par notre participation dans les luttes de tous les jours comme parti écologiste.

10. Deux remarques finalement, si on doit améliorer notre organisation et nos méthodes de travail, ils restent que ce sont les courants qui traversent la société québécoise qui créent les conditions réelles de d'une progression d'un parti de gauche, de masse et de lutte. C'est pourquoi, s'il est une leçon essentielle que nous devons tirer de ces dernières élections, c'est qu'on doit chercher à maintenir la définition concrète de Québec solidaire comme un parti qui sait occuper tant

le terrain électoral que le terrain des luttes sociales. Sans cela, on fait reposer la progression de Québec sur le seul volontarisme, mais que si on ne peut faire l'économie de ce dernier, notre contribution à la résistance populaire à l'offensive néolibérale sera également un axe de notre développement et de notre enracinement.

11. Pour s'inscrire avec pertinence dans ces différents combats, nos débats pour élaborer les propositions que nous devons faire aux couches populaires, aux femmes, aux jeunes, aux aînés ne sont nullement un luxe, c'est une tâche essentielle dans les prochains mois pour construire la crédibilité et la pertinence des propositions que nous voulons faire à l'ensemble du peuple du Québec.

## **B. L'état des mouvements sociaux**

12. La montée de la droite s'explique par les gains marqués par l'offensive du patronat et des gouvernements fédéral et provincial qui a réussi à imposer des reculs au mouvement syndical et aux différents mouvements sociaux. Ces reculs ont été particulièrement sensibles dans le mouvement syndical qui a vu ses droits de négociation réduits par l'imposition de décret dans le public et l'imposition de reculs importants dans le secteur privé tant au niveau des salaires que des conditions salariales. Le chantage aux fermetures dans les secteurs de l'alimentation entre autres débouchent le plus souvent, malgré parfois des grèves longues, à des baisses salariales et normatives significatives. Ce recul est également le reflet d'une incapacité stratégique de faire face à cette offensive, incapacité qui trouve sa source dans la division organique du mouvement et dans sa recherche de concertation alors que la bourgeoisie est à l'offensive.

13. Il reste que le taux de salaire réel a connu une montée de 2,3% de 1997 à 2005. Le taux de chômage est maintenant à 7,2%, le plus bas depuis 33 ans au Québec. Si le nombre de grève en 2000 et 2005 reste relativement stable autour de 120 grèves par années, le ratio du temps non travaillé est passé de 119,0 jours-personnes à 451,5 jours en 2005. D'autre part, il n'y a pas eu de reculs significatifs de la syndicalisation qui reste au dessus de 40%, le plus haut taux encore au Canada et en Amérique du Nord. Ces conditions ouvrent les possibilités d'une riposte particulièrement dans les secteurs en croissance (commerce, finance, certains industriels de pointe) et secteurs publics, alors qu'elle est extrêmement difficile dans les secteurs plus fortement soumis à la concurrence internationale (industries centrée sur la consommation finale (alimentation, textiles) ou le bois où il y a eu des pertes d'emplois considérables. La riposte pour être efficace doit dépasser la riposte locale

14. Cette impasse stratégique sur le terrain proprement syndical se combine avec sa dépendance politique historique vis-à-vis du PQ dont elle ne reçoit maintenant aucune retombée positive contrairement à ce qui a pu se produire à certains moments de l'histoire de cette alliance.

## **Perspectives**

15. . La campagne contre la privatisation dans le secteur de la santé pourrait être stratégique à cet égard. Le maintien des CPE à \$7 et la création des places requises sera également que le mouvement syndical et le mouvement des femmes devra mener contre la volonté de privatisation

et les pressions de l'ADQ et sa proposition des 100 M\$ favorisant le maintien des femmes au foyer. La lutte contre la hausse des frais de scolarité va poser encore une fois la nécessité tant de son unité au-delà des différentes organisations qui traversent le mouvement étudiant que celle d'une alliance avec le mouvement syndical, qui n'avait pas été au rendez-vous durant la dernière lutte en avril 2005. La bataille qui risque de s'engager à l'automne va poser des défis à Québec solidaire.

16. Des luttes se profilent sur le court terme. Comme l'écrit Québec solidaire dans son bilan « ... Notre parti veut aussi jouer un rôle actif dans les luttes sociales, un rôle mobilisateur et rassembleur en temps qu'un rôle de relais des revendications populaires. Il faudra préciser comment nous allons y arriver tout en nous préparant à la prochaine élection. La proposition 3 tente de préciser cette perspective : « Compte tenu de la situation politique, de la nécessité de renforcer l'opposition populaire à la montée de la droite et de nous faire connaître davantage auprès de la population, nous proposons que soit intégré au plan de travail du parti :

- La nécessité de prendre notre place dans le débat sur la question nationale et de mieux articuler notre pensée sur le nationalisme;
- La nécessité d'appuyer les forces progressistes de la société civile et d'initier un échange sur le rôle politique des organisations civiles;
- La nécessité d'établir une stratégie pour faire sortir le vote abstentionniste.

Malheureusement cette proposition, ne précise pas le rôle du parti des luttes qui viennent. Comment continue à poursuivre la perspective de faire de Québec solidaire le parti un parti lié aux mouvements sociaux? Comment cela va-t-il être possible si on écrit la perspective de créer une synergie à l'intérieur du parti entre les militants et les militantes appartenant à un mouvement social spécifique et comment jouer notre implantation dans les différents mouvements et les différentes régions pour poser largement et de façon conséquente le problème de l'unité dans l'action. Est-il normal par exemple que les militantes et militants syndicaux de Québec solidaire ne collaborent pas dans le travail d'analyse de la situation afin de tracer des perspectives concrètes face aux enjeux politiques qui se posent dans leur secteur? Nous croyons que non. Pour que cela soit possible, il faut dès maintenant favoriser des rencontres sectorielles particulièrement autour des luttes qui vont se développer pour que nous puissions collaborer réellement à « renforcer une opposition populaire ». C'est seulement si nous relevons ce défi nous pourrions réellement devenir un parti des urnes et de la rue et dépasser la simple logique électoraliste.



# Le fiasco impérial !

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE COMITÉ INTERNATIONAL DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE LE 28 FÉVRIER 2007

## - LE FIASCO IMPERIAL

1. Le consensus bipartisan avec lequel la classe dirigeante états-unienne avait approuvé la campagne militaire de l'administration Bush après le 11 septembre 2001, y compris l'invasion de l'Irak, s'est effrité devant les déboires de l'occupation de ce dernier pays. Les débats qui traversent l'establishment états-unien ne portent cependant pas sur ce qui continue à faire l'unanimité en son sein : l'importance stratégique majeure du contrôle sur la région du Golfe et sur l'Irak. Il s'agit plutôt de débats sur le meilleur moyen de limiter les dégâts de l'opération Irak, en assurant la mainmise à long terme de Washington sur cette partie du monde. Il s'agit aussi de débats sur la façon d'affronter l'Iran. Le régime des mollahs iraniens est perçu par l'administration Bush comme un équivalent islamique du Venezuela de Hugo Chavez : un régime s'appuyant sur la marge d'autonomie que lui donnent ses ressources pétrolières pour rejeter la tutelle de Washington et s'opposer à son hégémonie régionale. Des membres de l'establishment états-unien mettent plutôt l'accent sur la possibilité d'aboutir à un modus vivendi avec Téhéran en soulignant l'ouverture du régime iranien au néolibéralisme, qui le distingue fortement de la radicalisation sociale en cours en Amérique latine.

2. Le bilan des expéditions impérialistes menées par l'administration Bush depuis les attentats sur le sol des Etats-Unis est tout à fait désastreux. En Afghanistan même, ce sont les Talibans qui sont aujourd'hui à l'offensive : une partie considérable du pays est de nouveau sous leur contrôle, et la présence des troupes états-uniennes et alliées est devenue la principale cause de la nouvelle expansion de ce mouvement dont Washington avait prétendu « libérer » le pays. La vie de la population afghane sous la coupe des seigneurs de la guerre intégristes islamiques de l'Alliance du Nord et sous la tutelle des forces d'occupation occidentales, loin des prétentions mensongères de démocratisation et de modernisation de l'Afghanistan et de libération de ses femmes, a réussi l'exploit de faire regretter les Talibans à des régions entières du pays.

## I - IRAK

1. C'est cependant l'Irak qui était l'objectif principal de l'offensive impériale, et c'est le fiasco irakien qui représente l'échec le plus grave de l'administration Bush. Son plan initial - néo-conservateur - prévoyait l'établissement en Irak d'un régime à façade « démocratique » doté d'une base sociale majoritaire et dominé par les alliés de Washington. Il a vite été constaté que cette base n'existait pas, et que les forces dominantes parmi les chiites irakiens - la communauté qui était censé être reconnaissante aux Etats-Unis - étaient les forces pro-iraniennes. L'échec de ce plan a conduit l'administration, en l'absence de partenaires fiables pour un véritable scénario d'« irakisation » du conflit, à jouer sur les divisions confessionnelles et ethniques entre les Irakiens pour maintenir son hégémonie. Cette pratique a fini par alimenter une dynamique de guerre civile confessionnelle, qui a connu un tournant tragique après février 2006 (attentat anti-chiite de Samarra) - une tragédie dont les femmes font partie des principales victimes. En retour, cette dynamique a rendu l'échec de l'administration Bush plus évident encore.

2. L'administration Bush a décidé de jouer son va-tout en pratiquant une escalade militaire destinée à prendre le contrôle militaire de la capitale, Bagdad, tout en essayant d'isoler son principal ennemi : le courant dirigé par Moqtada al-Sadr. Cette tactique suppose pour réussir que Washington puisse briser l'alliance des forces chiites. En même temps, l'administration Bush augmente considérablement sa pression sur Téhéran, multipliant des gesticulations militaires qui donnent à croire qu'elle prépare un assaut contre l'Iran. Le tout est corsé par une politique régionale visant à contrecarrer l'influence de l'Iran en avivant la tension confessionnelle entre chiites et sunnites à l'échelle de l'ensemble du Moyen-Orient. Dans cette entreprise criminelle, Washington agit en collusion avec ses alliés arabes sunnites : les monarchies pétrolières du Golfe, menées par le royaume saoudien ultra-intégriste et inféodé à Washington, ainsi que l'Egypte et la Jordanie. La question du nucléaire iranien est exploitée par Washington pour effrayer ses partenaires régionaux et internationaux. La motivation impérialiste de cette attitude est d'autant plus claire qu'Israël, allié privilégié des Etats-Unis, est, depuis longtemps déjà, une puissance nucléaire et, de surcroît, un Etat non-signataire du TNP, contrairement à l'Iran.

3. La politique de l'administration Bush équivaut à une dangereuse fuite en avant, qui n'est pas surprenante de la part d'une équipe ayant déjà fait preuve d'un aventurisme aujourd'hui dénoncé par une majorité croissante de la classe dirigeante états-unienne. L'autre option majeure dans les rangs de l'establishment (Baker-Hamilton) appelle à chercher à sortir les Etats-Unis de l'impasse par des moyens avant tout politiques, notamment en négociant des compromis avec l'Iran et la Syrie. Il s'agirait ainsi de limiter les dégâts et de tenter de consolider une hégémonie moins absolue et autoritaire que celle qu'envisageait l'administration Bush. Cette dernière rejette une telle option comme représentant une défaite majeure pour le projet d'hégémonie mondiale unipolaire des Etats-Unis, qu'elle poursuit depuis son arrivée au pouvoir.

4. Les événements des mois écoulés ont confirmé une caractéristique de la « résistance » irakienne apparue depuis le début : celle-ci n'est pas uniquement une résistance nationale à l'occupant impérialiste, mais elle est aussi une force de guerre civile confessionnelle. Les organisations armées nées dans les régions arabes sunnites de l'Irak menaient, depuis leur apparition, à la fois un combat légitime contre l'occupation et un combat réactionnaire contre le règne de la majorité chiite. Depuis un an, le principal courant agissant contre l'occupation parmi les Arabes chiites est à son tour engagé dans une pratique sanglante de représailles confessionnelles. Le projet de Moqtada al-Sadr d'unifier les Arabes irakiens dans une opposition nationaliste commune à l'occupant semble définitivement compromis. La seule force menant un combat encore susceptible aujourd'hui de rencontrer un appui dans toutes les communautés irakiennes est une force de classe : le syndicat des ouvriers du pétrole. Ce combat est d'autant plus important qu'il tourne autour de l'enjeu principal de l'invasion de l'Irak. Il doit être appuyé par les anti-impérialistes et par le mouvement ouvrier de tous les pays.

## **II - LIBAN**

1. L'offensive israélienne contre le Hezbollah libanais en juillet-août 2006 s'inscrivait dans la volonté des Etats-Unis de briser l'influence iranienne au Moyen-Orient. Dès que l'administration Bush eut achevé son invasion de l'Irak, elle s'occupa prioritairement d'affronter l'Iran et choisit comme terrain privilégié de cette confrontation le Liban, où s'offraient deux cibles alliées de Téhéran : la présence syrienne et le Hezbollah. Sur ce dossier, contrairement au dossier Irakien, Washington put compter sur la collaboration active de Paris. Toutefois, l'incapacité des alliés libanais de Washington de réduire le Hezbollah a convaincu les Etats-Unis de s'en remettre à Israël pour cette tâche.

2. L'offensive israélienne a subi un échec retentissant : non seulement le Hezbollah a amplement démontré sa capacité dissuasive face à Israël, mais il a même réussi à porter le combat à l'intérieur même de l'Etat israélien pour la première fois dans l'histoire des guerres israélo-arabes. Washington et Paris furent contraints d'avoir recours à un « plan B » : le déploiement de forces de l'OTAN (Allemagne, Espagne, France, Italie et Turquie, en particulier) au Liban sud, sous couverture onusienne, en attendant l'occasion propice pour que ces forces secondent le gouvernement libanais, dominé par les alliés de Washington et Paris, dans une nouvelle tentative visant à réduire et désarmer le Hezbollah.

3. Depuis lors, les tensions politiques se sont considérablement accrues au Liban entre alliés de Washington et Paris et alliés de Damas et Téhéran. Les forces constituant le bloc de l'opposition, au côté du Hezbollah, ne sont pas différentes qualitativement de celles qui composent la majorité. Elles mènent une bataille pour une redistribution du pouvoir entre opposition et majorité de sorte à « associer » l'opposition aux décisions gouvernementales. La façon dont l'opposition s'est abstenue d'organiser une mobilisation réelle contre le programme néolibéral adopté en vue de la conférence dite de « Paris-3 » sur le Liban et sa dette témoigne bien de sa nature sociopolitique. La bataille en cours vise donc prioritairement à négocier un compromis au sein de la classe dirigeante, même si l'opposition avance en même temps l'exigence démocratique d'une nouvelle loi électorale et d'élections parlementaires anticipées. Toutefois, l'administration Bush incite ses alliés libanais à adopter une attitude intransigeante ; ses alliés les plus proches ont même une attitude provocatrice, révélant le désir de Washington de pousser les Libanais à la guerre civile.

4. Malgré le fait qu'il s'agisse d'une organisation intégriste islamique, le Hezbollah ne peut pas être mis sur le même plan que des courants terroristes de l'intégrisme islamique : la façon dont l'administration Bush et Israël tentent de l'assimiler à Al-Qaida doit être fermement dénoncée. Le Hezbollah est un parti de masse devenu le principal bras armé de la communauté chiite, majoritaire dans les couches pauvres de la population libanaise, dans sa résistance aux agressions répétées d'Israël. Dans ce sens, la résistance armée menée par le Hezbollah est une lutte légitime, et l'organisation ne saurait être mise sur le même plan que les fractions de la « résistance irakienne ». Il est donc légitime pour la gauche libanaise de s'allier avec le Hezbollah dans la résistance à Israël et aux forces impérialistes. La gauche internationale anti-impérialiste a le devoir d'apporter son soutien politique à la résistance libanaise, indépendamment de la nature sociale et politique de sa direction, et bien qu'elle soit menée par le Hezbollah - tout en critiquant cette organisation pour sa nature intégriste et confessionnelle et pour son attitude sur les questions sociales et politiques. Toutefois, c'est à la gauche libanaise - et, en particulier, à sa principale organisation, le Parti communiste libanais, lui-même engagé dans la résistance - que les forces anti-impérialistes internationales et le mouvement ouvrier doivent apporter leur soutien privilégié.

### **III - PALESTINE**

1. L'offensive israélienne menée contre Gaza depuis juin 2006 s'inscrit, elle aussi, dans le même cadre stratégique régional que celui qui a présidé aux événements libanais : l'action de l'administration Bush contre l'Iran et ses alliés. La victoire du Hamas aux élections législatives de janvier 2006 fut perçue comme un revers grave par Washington, qui exerça immédiatement une forte pression sur ses alliés européens pour frapper d'ostracisme le nouveau gouvernement palestinien démocratiquement élu. En même temps, Washington exerçait une forte pression sur son partenaire palestinien, Mahmoud Abbas et les secteurs de droite dominants dans l'appareil du Fatah, pour rejeter toute perspective de compromis et de gouvernement d'union nationale avec le Hamas. C'est pour empêcher une telle évolution que l'offensive israélienne fut lancée.

2. L'alliance avec le Hamas, une organisation intégriste islamique sunnite, est un atout précieux pour Téhéran : elle permet à l'Iran chiite de faire la démonstration de son panislamisme et de contrecarrer les tentatives de l'isoler, en tant que chiite, des sunnites largement majoritaires dans le monde arabe et au sein de l'Islam. C'est pour cette raison qu'il est une cible prioritaire de Washington et d'Israël au même titre que le Hezbollah, en plus de l'attitude radicalement anti-israélienne qu'il partage avec son allié libanais. Comme au Liban, Israël s'est montré incapable de réduire le Hamas dans son bastion principal de Gaza, à défaut de réoccuper le secteur à un coût militaire et politique prohibitif. La tactique principale consiste donc à combiner les coups portés de l'extérieur par Israël avec l'incitation des Palestiniens à la guerre civile, notamment en armant les appareils alliés à Washington au sein du Fatah et en les poussant à l'intransigeance et à la provocation. Les déboires de l'administration Bush ont incité les alliés arabes de Washington à favoriser plutôt un compromis entre les fractions palestiniennes, afin que Téhéran ne puisse plus tirer un profit politique de son soutien au Hamas.

3. Comme le Hezbollah, le Hamas est un mouvement à base de masse, devenu l'expression de la volonté de résistance d'une fraction importante de la population palestinienne. Sa réputation de dévouement et d'honnêteté contraste avec la réputation et la réalité mafieuses des appareils de l'Autorité palestinienne dominés par le Fatah. Toutefois, sa nature programmatique se traduit par une incapacité profonde à formuler une politique pouvant contribuer à briser le consensus sioniste ; plus même, le Hamas a longtemps contribué à produire et consolider ce consensus par le recours à des attentats-suicides visant les civils israéliens sans distinction. En un sens, le Hamas est « l'ennemi préféré » de la droite sioniste qui n'a pas peu contribué à le renforcer par ses provocations militaires comme par l'humiliation de ses adversaires à la tête de l'Autorité palestinienne.

4. Les anti-impérialistes et le mouvement ouvrier doivent soutenir le droit du peuple palestinien à choisir librement son gouvernement, et lutter énergiquement contre l'étranglement du gouvernement du Hamas par Israël, les Etats-Unis et leurs alliés européens. Ils doivent se porter solidaires de la résistance légitime du peuple palestinien aux agressions israéliennes, indépendamment de la nature des forces qui mènent cette résistance. Toutefois, ils doivent tisser des liens de solidarité privilégiés avec les organisations de la gauche palestinienne qui mènent un combat politique indépendant contre la droite palestinienne alliée à Washington et un combat idéologique contre l'intégrisme islamique au sein de la population palestinienne.

#### IV - TÂCHES

Les déboires militaires et politiques de l'offensive impérialiste au Moyen-Orient créent de toute évidence un cadre particulièrement propice à une relance énergique du mouvement antiguerre. Aujourd'hui, les Etats-Unis et leurs alliés sont engagés, selon des combinaisons variables, dans trois guerres régionales - Afghanistan, Irak et Palestine - auxquelles s'ajoute une guerre pour le moment latente, celle du Liban. En même temps, l'administration Bush s'est lancée ostensiblement dans des préparatifs de guerre contre l'Iran, et n'hésite pas à élargir le champ régional de son action militaire, comme l'a démontré récemment son intervention en Somalie. L'administration Bush est aux abois, mais comme une bête féroce aux abois, elle n'en est que plus dangereuse. Il y a urgence à redoubler d'efforts afin de construire un puissant mouvement antiguerre pour la cessation immédiate et inconditionnelle des expéditions impérialistes, autour des axes prioritaires suivantes :

- contre toute agression contre l'Iran
- pour le retrait d'Irak des troupes d'occupation
- pour le retrait d'Afghanistan des troupes d'intervention

pour le retrait du Liban des forces de l'OTAN  
pour la cessation de l'ingérence dans les affaires intérieures des Palestiniens et la levée des sanctions qui les frappent. Dans ce combat, la Quatrième Internationale nouera des liens de solidarité privilégiés avec les forces syndicales et politiques menant un combat progressiste dans la région, et visera à favoriser la construction d'une gauche à la fois démocratique, féministe et anti-impérialiste au Moyen-Orient.

## **L'orientation stratégique du courant socialiste (révolutionnaire) dans QS contribution au débat**

### 1. Le but stratégique de ce courant

Le but stratégique de ce courant est la transformation démocratique de l'économie pour qu'elle serve les besoins de la collectivité au lieu de la poursuite du profit privé. D'après son analyse (marxiste), une telle transformation sociale demande une rupture qualitative avec l'Etat existant. Cet Etat doit être remplacé par une démocratie authentiquement populaire qui favorise la participation des citoyenNEs et leur contrôle des ōluEs. Ces transformations - l'une économique, l'autre politique - ont un rapport dialectique : l'une la condition de l'autre.

### 2. Le point de départ: une analyse sobre de la conjoncture politique

Il est évident que l'action du courant socialiste serait différente si on ōtait dans une période de montée de luttes qui présentait des perspectives plus ou moins immédiates de transformation socialiste. Mais la période actuelle est caractérisée, d'une cōté, par le capitalisme triomphant qui se libère de toutes ses entraves; et, de l'autre, d'une résistance populaire faible et d'un cumul de défaites.

Malgré cela, la triomphe de la bourgeoisie est fragile dans la mesure où elle manque de légitimité -- elle n'arrive pas à établir un nouveau compromis de classe stable. A la différence des "trente glorieuses" de l'après-guerre, la triomphe du capitalisme contemporain s'accompagne de la régression au niveau social et politique des classes populaires. La faible résistance populaire reflète plus la résignation, la l'absence apparente d'alternatives, que l'adhésion positive au système. Le sentiment d'un déficit démocratique, le sentiment que la volonté populaire ne compte pour rien dans notre démocratie, est très répandu, notamment parmi la jeunesse.

Cela veut dire que la résignation populaire est susceptible d'être brisée par des mobilisations victorieuses, mêmes limitées, mais qui font la démonstration concrète que le rapport de force peut être changé et que les contraintes apparemment objectives ne sont, en fin de compte, que les intérêts de la bourgeoisie érigés en fausses lois économiques par l'idéologie néo-libérale.

### 3. La tentation électoraliste

C'est dans ce contexte que Québec solidaire se veut un lieu de résistance. Le paradoxe est que le parti se construit dans une grande mesure sur les défaites des mouvements sociaux, sur l'expérience de leur incapacité de se défendre face aux agressions du capitalisme contemporain. Par exemple, la porte-parole du

parti a expliqué que c'est l'échec de la Marche mondiale des femmes, du point de vue de ses revendications, qui lui a fait réfléchir B la nécessité d'un parti politique.

La prise de conscience au sein d'une partie de la gauche sociale de la nécessité d'action politique indépendante, notamment du PQ, est un pas important en avant pour le Québec. Mais il faut prendre garde de l'illusion, assez répandue au sein de QS, que le succès électoral peut, en isolement des luttes extra-parlementaires, transformer fondamentalement le rapport des forces dans la société. Faire un bon score électoral, élire des députéEs, même former un gouvernement -- tout cela peut contribuer, mais ne peut pas changer qualitativement, la donne politique hors d'un contexte de puissantes mobilisations extra-parlementaires.

Une des tâches du courant socialiste au sein de QS est de faire comprendre aux membres pourquoi l'électoralisme ne suffit pas pour changer la société et qu'être un "parti de la rue" ne se réduit pas B venir aux manifestations avec la bannière du parti. Il faut s'opposer B l'idée d'une division de travail entre le parti et les mouvements sociaux, où le parti s'occupe de la lutte électorale et parlementaire et les mouvements sociaux s'occupent des campagnes et des mobilisations extra-parlementaires. C'est le rôle du parti d'élaborer des revendications qui peuvent contribuer B l'unification des luttes sociales. Celles-ci se déroulent aujourd'hui en isolement les unes des autres. C'est son rôle d'apporter dans les mouvements sociaux une vision stratégique, ce qui manque largement aujourd'hui, et particulièrement dans le mouvement syndical. C'est le rôle du parti de favoriser le débat au sein des mouvements sociaux, d'enrichir leur contenu, d'encourager la résistance, et de renforcer la confiance des classes populaires dans leurs propres forces.

Pour cela, il faut évidemment que le parti soit présent dans les mouvements sociaux. Il doit appuyer intellectuellement et moralement ses membres qui militent dans les différents mouvements sociaux et favoriser leur réseautage. Pour faire cela, QS doit se doter d'un programme qui présente un projet cohérent de société et une stratégie réaliste pour le réaliser. Ce programme devrait inspirer et orienter ses membres qui militent dans les différents mouvements sociaux. C'est dans ce sens que Gramsci a qualifié le parti socialiste de «l'intellectuel collectif» de la classe ouvrière. Il n'est pas question d'imposer quoi que ce soit aux mouvements sociaux, ni de faire le "noyautage." Mais le parti, s'il veut contribuer B changer la société, ne peut se limiter au rôle d'un simple relais parlementaire des mouvements sociaux. Il doit être partie prenante de ces mouvements.

Il est vrai qu'un parti politique ne peut faire apparaître du néant une montée de luttes populaires. Mais il peut y contribuer. Le capitalisme contemporain ne cesse pas d'agresser et de provoquer, même s'il rend les victoires plus difficiles.

#### 4. Le capitalisme contemporain et la tentation sociale-démocrate.

Une autre tentation que le courant socialiste doit combattre est celle de créer un "véritable" parti social-démocrate B la place du PQ, qui a abandonné sa vocation réformiste originelle. Cette tentation est liée au refus d'analyser sobrement le mode de fonctionnement actuel de capitalisme.

Le trait central de la sociale-démocratie a toujours été la limitation de ses réformes B ce que la bourgeoisie voulait B la limite tolérer. L'abandon par la sociale-démocratie du réformisme pendant le dernier quart du siècle - un phénomène mondial - est la conséquence de la mutation du capitalisme. Le capitalisme fonctionne aujourd'hui dans un marché mondial avec de normes de compétitivité très élevées et refuse de répondre aux besoins sociaux non rentables. La bourgeoisie ne veut plus tolérer des réformes sociales. Au

contraire, elle revendique une régression sociale qui ne connaît pas de limites: chaque contre-réforme en appelle d'autres.

C'est cela qui explique la transformation des sociaux-démocrates en sociaux-libéraux. Et cela est le destin de tout parti qui se veut progressiste mais qui refuse d'affronter le pouvoir économique de la bourgeoisie. Une telle tendance s'observe dans QS. Le point principal de la plate-forme concernant l'économie est l'engagement envers l'économie sociale. Cet engagement qui ne peut sérieusement modifier le fonctionnement de notre économie, ne dérange pas le patronat, parce qu'il ne pose aucun limite B son pouvoir. Au contraire, le patronat lui-même appuie l'économie sociale dans la mesure où elle peut aider l'Etat B se débarrasser des services publics.

Mais de l'autre côté, il faut résister également B la tentation ultra-révolutionnaire. Selon cette position, toute réforme dans le cadre du capitalisme serait un leurre; il faut donc revendiquer le renversement total et immédiat du système. Cette position rejoint en pratique celle des sociaux-démocrates dans la mesure où elle accrédite l'idée qu'il n'y a pas d'autres choix possibles. Un parti qui adopte une telle position se voue B la marginalité: il ne pourrait jamais convaincre les travailleurs et les travailleuses dans le contexte actuel de se mettre en mouvement.

L'enjeu est donc de formuler des revendications qui sont justes et d'élaborer en même temps des réponses aux objections néo-libérales qui démontrent de manière sérieuse, convaincante, que des réformes nécessaires sont économiquement possibles mais que l'obstacle principal est le pouvoir débridé du capital et son refus de freiner son avidité. Une telle position a des chances B déclencher une dynamique de radicalisation et de mobilisation populaire.

Il faut donc mener un travail d'explication au sein du parti qui montre que le réalisme réside moins dans la prévision budgétaire des mesures proposées que dans la capacité du parti d'affronter le capital sur le terrain social et politique.

##### 5. L'indépendance comme levier de transformation sociale

C'est dans la perspective d'une transformation du rapport de force entre les classes qu'il faut aborder la question de l'indépendance du Québec. Le but de l'indépendance ne peut être séparée d'un projet de transformation sociale, si l'indépendance va mobiliser le monde. Le projet de société doit être le fruit de toute une démarche de démocratie participative dont le but est de mobiliser les classes populaires en faveur de revendications qui répondent B leurs besoins et qui leur donne la confiance d'envisager une rupture, non seulement avec l'Etat fédéral, mais également avec la bourgeoisie.

C'était cela l'orientation de la démarche d'une assemblée constituante proposée par la commission thématique de QS sur l'indépendance. Malheureusement, ce point a été assez édulcoré dans le processus d'élaboration du projet de la plate-forme présentée aux membres.

##### 6. La démocratie interne la plus large

La création de QS, B laquelle le courant socialiste a contribué activement, offre B celui-ci l'occasion de sortir de la marginalité, de cesser de mener un monologue essentiellement avec lui-même et d'ouvrir un dialogue large avec toutes les forces progressistes qui reconnaissent la nécessité d'action politique indépendante des partis bourgeois.

Même si la tendance sociale-démocrate et électoraliste est marquée, la personnalité politique et le style de fonctionnement du parti ne sont pas encore fixes. Il n'y a pas de « parti parlementaire » (les éluEs à l'Assemblée nationale) ni de noyau dirigeant reconnu qui puissent s'imposer B la base. Une partie importante des militants et des militantes n'a pas de positions idéologiques cristallisées. Pour toutes ces raisons, le courant socialiste peut avoir une influence réelle, si elle arrive B s'organiser, à élargir les débats et à offrir de la formation, B développer sa presse, et surtout si elle arrive B élaborer des positions qui convainquent.

Il va donc sans le dire que la gauche socialiste doit militer en faveur de la démocratie la plus large au sein du parti, pour la création d'espaces de toutes sortes pour l'activité et l'organisation autonomes des militantEs de la base, pour des mesures qui renforcent la capacité de la base d'exercer le contrôle sur ses élus.

Le défi est de taille, mais il faut le relever, parce qu'il n'y a pas d'autres alternatives qui offrent des perspectives. En fin de compte, l'issue de la construction de QS dépendra en grande partie de ce qui se passe dans la société. Si on n'assiste pas B une montée de luttes, les chances d'une social-démocratisation de QS sont fortes. Mais il faut aborder la question de manière dialectique : tout en reflétant le rapport de force au sein de la société, QS peut aussi servir de levier pour modifier ce rapport.